

Droit des contrats



Notions élémentaires



La force obligatoire du contrat

Le contrat crée une **loi privée** entre les parties : il **lie** les parties jusqu'à sa **complète exécution**.

Le contrat est dit **intangibile** et **irrévocable** : une partie ne peut, seule, ni le modifier, ni revenir sur son sort.



Les parties sont
juridiquement obligées de
respecter les engagements
qu'elles ont pris (art. 1103 C.
civ.).



Les remèdes de l'art. 1217 C. civ.

Si une partie **n'exécute pas** le contrat, l'exécute **mal** ou **en retard**, le Code civil offre des **recours** au créancier victime.

Ces remèdes sont listés à
l'article 1217 C. civ.



L'exception d'inexécution :
« je refuse d'exécuter, donc je
fais pression »

Un contractant n'a **pas**
exécuté son obligation : l'autre
partie peut légitimement
refuser d'exécuter la sienne,
sans risque d'engager sa
responsabilité, si l'inexécution
présente une **gravité**
suffisante (art. 1219 C. civ.).



L'exception d'inexécution : « je suspends l'exécution, donc je fais pression »

Un contractant **risque
manifestement de ne pas
exécuter** son obligation : l'autre
partie peut **notifier** au débiteur
dans les meilleurs délais qu'elle
suspend l'exécution de sa
propre obligation, si l'inexécution
risque de lui causer de **graves
conséquences** (art. 1220 C. civ.).



L'exécution forcée en nature : « je veux la prestation promise par mon cocontractant »

Le créancier de l'obligation
inexécutée peut demander au
juge, après mise en demeure,
de **forcer le débiteur à
s'exécuter**, à lui fournir
exactement ce à quoi il s'était
engagé.



L'exécution forcée en nature
est **écartée** si :

- **l'exécution est impossible**
(ex. : le bien à livrer a été cédé
dans l'intervalle à un tiers de
bonne foi)
- le **coût** de l'exécution pour le
débiteur est **manifestement**
disproportionné par rapport
à **l'intérêt** du créancier (art.
1221 C. civ.).



L'exécution forcée en nature par « remplacement » : « je fais faire par un tiers »

Le créancier de l'inexécution peut, après mise en demeure, **demander**, dans un **délai** et à un **coût raisonnables**, à un **tiers d'exécuter** l'obligation du débiteur à sa place, puis solliciter le remboursement des sommes engagées.



Le créancier peut aussi
demander au juge de
**condamner le débiteur à lui
verser les sommes**
nécessaires à l'exécution par
un tiers de l'obligation (art.
1222 C. civ.).



La réduction du prix :

« je maintiens le contrat, mais
je paie moins »

La réduction du prix sanctionne
une **exécution imparfaite**.

Le créancier **n'a pas encore
payé** la prestation : après mise
en demeure, il **notifie** dans les
meilleurs délais au débiteur sa
décision de **réduire le prix de
manière proportionnelle** au
manquement.



Le créancier a **déjà payé** la prestation : il peut **solliciter une réduction proportionnelle du prix** auprès du **débiteur**, et à défaut d'accord, auprès du juge (art. 1223 C. civ.).



La résolution : « je sors du contrat »

Le Code civil prévoit une
résolution par mise en jeu de
la **clause résolutoire**, par
notification unilatérale ou
par **le juge** (art. 1224 C. civ.).



La clause résolutoire

C'est la clause insérée dans le contrat par laquelle les parties ont **convenu** que leur accord sera **résolu de plein droit** – sans intervention du juge – en cas d'**inexécution** par l'une d'entre elles de ses obligations.



La mise en œuvre de cette clause est subordonnée :

- à l'existence d'une inexécution fautive d'une obligation **visée dans la clause ;**
- en principe, à une **mise en demeure préalable** du débiteur demeurée **infructueuse** (art. 1225 C. civ.).



La résolution par notification unilatérale

La résolution peut être
notifiée unilatéralement par
le créancier au débiteur
défaillant à **trois conditions** :

- l'inexécution est
suffisamment grave,



- le créancier a, sauf urgence, **préalablement mis en demeure le débiteur de s'exécuter dans un délai raisonnable** en mentionnant qu'à défaut, il sera en droit de résoudre le contrat,

- la notification de la résolution en précise les **motifs** (art. 1226 C. civ.).



La résolution judiciaire

Le **juge** peut **prononcer la résolution** du contrat en cas d'**inexécution suffisamment grave** ou en cas de retard dans l'exécution, et accorder en sus des **dommages et intérêts**.



Il peut aussi rejeter la
résolution et accorder un
délai au débiteur pour
s'exécuter, ou **seulement**
allouer **des dommages et**
intérêts (art. 1227 et 1228 C.
civ.).



La résolution met **fin au contrat** (pour ses effets, voir art. 1229 et 1230 C. civ.).



Les dommages-intérêts :
**« je veux obtenir la réparation
de mon préjudice »**

**La responsabilité
contractuelle vise à réparer
les dommages causés dans le
cadre de l'exécution d'un
contrat, par l'allocation de
dommages-intérêts.**



Trois conditions cumulatives
sont exigées pour l'engager :
un manquement contractuel,
un dommage réparable et un
lien de causalité entre le
manquement contractuel et le
dommage (art. 1231-1 C. civ.).

Par principe, seul peut être
réparé le **préjudice prévisible**
lors de la formation du contrat
(art. 1231-3 C. civ.).



Le bon réflexe

Le Code civil autorise le **cumul des sanctions compatibles** ainsi que l'**ajout de dommages-intérêts** (art. 1217 dernier al.).

Le créancier choisit le remède selon l'**objectif** qu'il poursuit et la **gravité du manquement**.



MAITZ
A V O C A T
JUN